

## Matignon : le Rassemblement national en arbitre du choix d'Emmanuel Macron

Claire Gatinois, Clément Guillou et Corentin Lesueur

**Avec ses 126 députés, auxquels s'ajoutent les seize élus emmenés par Eric Ciotti, le parti d'extrême droite pèse plus que les autres aux yeux du chef de l'Etat, désireux d'assurer la stabilité du futur gouvernement.**

Ces derniers jours, le téléphone de Marine Le Pen ne cesse de vibrer. Emmanuel Macron s'enquiert de l'avis de la leader d'extrême droite. Que pense-t-elle de Xavier Bertrand à Matignon ? Rien de bien. La députée du Pas-de-Calais voue une haine féroce au président (Les Républicains) des Hauts-de-France et le fait savoir au chef de l'Etat. Exit donc, la candidature du représentant de la droite sociale pour la Rue de Varenne.

L'hypothèse, qui a tenu en haleine le monde politico-médiatique pendant plusieurs heures, a été écartée, mercredi 4 septembre, en fin de journée. L'avant-veille, le sort du président de Conseil économique, social et environnemental, Thierry Beaudet, avait été scellé en quelques minutes par le Rassemblement national (RN), le parti jugeant l'homme, proche des syndicats réformistes, trop « insultant » envers la formation lepéniste.

La fille de Jean-Marie Le Pen sera-t-elle plus clémentine avec Michel Barnier ? Soixante jours après le résultat des élections législatives, le président de la République a, dans la soirée de mercredi, changé une fois de plus son fusil d'épaule pour tester auprès des uns et des autres le nom de l'ancien commissaire européen. Le Républicain – défait en 2021 lors de la primaire de la droite pour la présidentielle de 2022 – a-t-il un profil assez consensuel pour ne pas être renversé par une motion de censure au Palais-Bourbon dès sa nomination ? L'Elysée veut en avoir le cœur net.

Emmanuel Macron reprend donc son marathon de consultations. Aux dires de l'Elysée, la députée du Pas-de-Calais devait être sondée, comme les autres chefs de parti et de groupe à l'Assemblée nationale, sur l'opportunité de nommer à Matignon l'ancien négociateur du Brexit.

Marine Le Pen se souvient-elle que Michel Barnier l'accusait en 2022 de vouloir mener le pays au « rétrécissement national » ? Ou préfère-t-elle retenir que l'ancien commissaire européen a, lui aussi, promis par le passé un référendum sur l'immigration ? L'avis de la leader d'extrême droite compte double aux yeux de l'Elysée. « Marine Le Pen donne le baiser de la mort aux uns et aux autres. Le Rassemblement national a 142 députés [en comptant ses alliés du groupe A Droite !, d'Eric Ciotti], il faut faire avec », souffle le sénateur (Union des démocrates et indépendants) des Hauts-de-Seine Hervé Marseille, allié d'Emmanuel Macron.

### ***Le RN, marginalisé mais incontournable***

Parti paria lors des élections législatives du 7 juillet où s'est ravivé l'esprit du front républicain, le RN s'est arrogé le rôle de faiseur de rois. « La honte ! », commente sur X,

David Djaïz, ancien rapporteur du Conseil national de la refondation. « Je partage cette même interrogation : du “front républicain” tant invoqué, nous faisons aujourd’hui du RN le censeur en chef ou non d’un futur PM [premier ministre] », s’insurge la députée (Renaissance) de Paris Astrid Panosyan sur le réseau social.

Sans crier gare, en quelques jours, le RN est devenu la principale inconnue d’une équation politique dont l’avait d’abord exclu Emmanuel Macron. Après avoir refusé la candidature de Lucie Castets, proposée par l’alliance de gauche du Nouveau Front populaire (NFP), le chef de l’Etat comptait négocier sans l’ex-Front national, restreignant ses tours de table à « ceux qui veulent bien venir continuer à œuvrer pour l’intérêt supérieur du pays ». Marginalisée, la formation d’extrême droite s’est rendue incontournable en abandonnant l’un des piliers de sa stratégie de notabilisation à l’Assemblée nationale : le refus, par principe, de censurer un premier ministre sans lui laisser le temps de gouverner.

Censurer Elisabeth Borne en juillet 2022 ? « Je n’ai pas pour objectif de faire sauter les institutions », balayait alors Marine Le Pen. Censurer Gabriel Attal en février de cette année ? « Nous traversons déjà une crise sociale, économique et sécuritaire. Nous n’avons pas besoin d’une crise de régime », prévenait à la tribune le député (RN) de Moselle Alexandre Loubet.

Les principes institutionnels du parti à la flamme n’ont pas résisté à sa percée lors des dernières législatives. Fort du plus gros groupe du Palais-Bourbon (126 députés), et appuyé par celui d’Eric Ciotti (seize membres), le mouvement présidé par Jordan Bardella s’impose comme le juré pivot du casting pour Matignon. « Notre nombre nous rend incontournables, c’est nous qui dictons désormais la tendance à l’Assemblée nationale », se targue Alexandre Sabatou, député (RN) de l’Oise.

### ***Le parti d’extrême droite ne retient plus ses coups***

Fini donc la promesse de ne pas censurer a priori un chef de gouvernement. Marine Le Pen menace de barrer la route à quiconque ne remplirait pas ses conditions. « On demande que le premier ministre respecte nos électeurs, que le budget s’effectue en consultation avec l’ensemble des groupes, qu’on puisse enfin débattre sur la proportionnelle et qu’il s’engage en faveur du pouvoir d’achat, contre l’insécurité et pour réduire l’immigration », liste la cheffe de file de l’extrême droite au Monde. Et encore... « Si demain, le président nous entend et nomme un premier ministre respectueux des équilibres et qui ne traite pas le RN comme un paria, on gardera malgré tout notre liberté de vote et de censure à l’occasion du budget », annonce la triple candidate à la présidentielle.

Se drapant dans le rôle de principal opposant au chef de l’Etat, le RN ne retient plus ses coups. Et avant même que Marine Le Pen ne fasse le signe d’un pouce baissé ou levé, ses troupes déversent leur fiel sur Michel Barnier. « Les Français veulent la rupture avec sept ans de macronisme. Leur vendre [Michel] Barnier à Matignon, c’est se foutre de leur gueule », tance Julien Odoul, porte-parole du RN, sur BFM-TV mercredi, moquant un « Joe Biden français » lesté d’une « ribambelle de gaffes et de revirements ».

La candidature de l’ex-commissaire européen finira-t-elle, elle aussi, dans les oubliettes, prolongeant interminablement la crise politique ? « Emmanuel Macron n’a à s’en prendre qu’à lui-même », enrage Gaspard Gantzer, l’ancien communicant de François Hollande, regrettant que le chef de l’Etat ait abandonné l’idée de nommer Bernard Cazeneuve à Matignon. L’ex-premier ministre, ancien du Parti socialiste (PS), reçu lundi à l’Elysée,

aurait, aux yeux des sociaux-démocrates, récolté assez de soutiens à gauche et au centre pour éviter d'être à la merci d'une motion de censure immédiate du RN.

### ***Macron s'est arrogé un rôle qui n'est pas le sien***

Mais pour y parvenir, Bernard Cazeneuve aurait dû donner des gages d'antimacronisme au PS toujours membre du NFP. Cette perspective a fait frissonner le chef de l'Etat qui a préféré se tourner vers la droite en testant Xavier Bertrand, puis Michel Barnier. Quitte à se rendre dépendant de l'humeur du parti d'extrême droite. « Emmanuel Macron ne veut pas assister en spectateur au détricotage de ce qu'il a entrepris depuis 2017 », constate le chef des sénateurs Les Républicains (LR), Bruno Retailleau (Vendée), qui a échangé avec le chef de l'Etat.

« Si c'est pour être sous la menace du RN, c'est intenable ! », a fait savoir l'ancienne première ministre Elisabeth Borne, en privé. « On marche sur la tête », s'étouffe l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin ; pour l'ancien directeur de WWF France, le problème, c'est la méthode : le président de la République s'est arrogé un rôle qui n'est pas le sien en cherchant lui-même à s'assurer que le premier ministre ne serait pas soumis à la censure. « En Espagne, le roi convoque le parti arrivé en tête et lui donne un mois pour trouver une majorité stable », souligne Pascal Canfin, expliquant que la logique serait que le NFP, en pole position le 7 juillet, fasse lui-même la preuve qu'il peut bâtir une majorité stable.

Comme indifférent aux critiques venues de son propre camp et aux railleries de ses opposants, Emmanuel Macron prend son temps, s'échinant à trouver, seul, la martingale de Matignon. Aux dires d'un confident du chef de l'Etat, le président serait obsédé par la recherche de stabilité, conscient que l'opinion publique le rendrait responsable du désordre politique provoqué par une censure.

« Après la chute du premier ministre, c'est vous qui êtes en première ligne », lui ont fait savoir Bruno Retailleau, Gérard Larcher, le président (LR) du Sénat, et Laurent Wauquiez, le chef de file des députés LR, lors de leur échange avec Emmanuel Macron, mardi. Las. A force d'égrener des noms, immédiatement conspués par le RN, le chef de l'Etat espère peut-être vaincre le parti d'extrême droite à l'usure.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)

**Note(s) :**